

Françoise Lemoine

Economiste senior au CEPII et chercheur associé au Centre d'études sur la Chine contemporaine (EHESS)

Succès passés et nouveaux défis : l'économie à un tournant

LA RÉALITÉ CHINOISE se présente comme un puzzle d'aspects contradictoires. Deuxième puissance économique dans le monde et première en Asie en 2010, c'est aussi un pays dont le revenu moyen par habitant est à peine plus du dixième de celui des États-Unis, et où la majorité de la population n'a ni retraite ni sécurité sociale ; un État unitaire et un régime autoritaire qui s'accommodent d'une très grande décentralisation économique. Elle suscite, selon les lieux ou les moments, des appréciations contrastées¹. On souligne sa formidable montée en puissance internationale ou ses faiblesses internes ; son avenir de superpuissance ou son implosion prochaine ; la menace qu'elle représente pour les économies occidentales ou les opportunités qu'elle offre à leurs entreprises.

À force de se tromper, on ne sait plus si on surestime ses performances ou si on sous-estime sa puissance réelle. Notre vision de la Chine a du mal à se stabiliser, d'abord parce que le pays change très vite, mais aussi parce que la crise que traversent les économies occidentales modifie la perception que l'on a de cette grande puissance émergente. La « guerre des monnaies » qui s'amorce en ce mois d'octobre 2010 montre que tentation existe de la rendre responsable de nos maux.

Cet article vise à mettre au clair certains éléments d'appréciation sur l'évolution interne de l'économie chinoise. Il souligne d'abord que la Chine est, après trente ans de succès économiques, face à de nouveaux défis et qu'elle doit mettre en œuvre une nouvelle stratégie économique si elle veut poursuivre durablement sa croissance. Ensuite, il tente de prendre la mesure des changements que l'émergence économique chinoise apporte dans le paysage mondial.

Une nouvelle phase du développement économique chinois

La Chine actuelle a derrière elle trois décennies de réforme et d'ouverture économiques. Les années 1980 furent une phase d'expérimentations pour desserrer le carcan de l'économie administrée : privatisation des exploitations agricoles, autorisation des investissements étrangers dans des zones économiques spéciales, amorce d'autonomie des entreprises, libéralisation partielle des prix. Ces mesures ont stimulé la croissance (dans le domaine agricole notamment) mais ont entraîné inflation et corruption, ce qui a conduit à la crise sociale et politique de l'été 1989. Une deuxième phase s'est ouverte en 1992. Les changements ont pris de l'ampleur et le passage à l'économie de marché (socialiste) est devenu le mot d'ordre. Les années 1990 ont été marquées par l'extension du secteur privé, la construction d'un système bancaire et financier, d'un système fiscal ; en même temps la Chine a libéralisé son

¹ M Aglietta et Y Landry, *La Chine vers la superpuissance*, édition Economica, 2007 ; M Jacques, *When China Rules the World*, Allen Lane, Penguin Boob, 2009 ; C F Bergsten, C Freeman N R Lardy, D J Mitchell, *China's Rise Challenges and Opportunities*, Peterson Institute for International Economics, Center for Strategy and International Studies, Washington D C, October 2009 ; Minxin Pei, *China's Trapped Transition The Limits of Developmental Autocracy*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, London, England, 2006 ; J L Domenach, *La Chine m'inquiète*, Perrin Asie, 2008



croissance. Le programme de relance adopté fin 2008 a permis à la Chine de maintenir une croissance forte grâce à des dépenses massives d'investissements (dans les infrastructures principalement) mais a encore accentué le biais en faveur de l'investissement. Pour assurer la croissance à long terme, il est désormais nécessaire que la consommation des ménages chinois prenne le relais.

commerce extérieur et abaissé ses tarifs douaniers ce qui lui a permis d'entrer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001. Cette accession est un jalon important pour l'intégration du pays dans l'économie mondiale et donne un nouvel élan à ses échanges extérieurs et à l'afflux des investissements directs étrangers.

Les années 2000 voient un emballement de la croissance économique chinoise; le rythme de progression du PIB dépasse 10 % par an entre 2004 et 2007 et cette accélération s'accompagne de déséquilibres internes et externes. Les exportations s'envolent sous l'effet de la forte demande des consommateurs aux États-Unis et en Europe. Le poids des exportations dans le PIB chinois passe de 23 % en 2002 à 37 % en 2007 et celui de l'excédent commercial de 2 % à 7 %. Autre moteur de la croissance, les dépenses d'investissement atteignent un niveau record (42 % du Pffi), en partie tirées par les industries exportatrices. La consommation des ménages chinois, elle, progresse aussi mais beaucoup plus lentement et elle devient le maillon faible de la croissance.

L'effondrement de la demande mondiale fin 2008, est un choc qui met en évidence la fragilité d'un modèle de croissance trop dépendant de la demande extérieure. C'est un modèle qu'ont aussi suivi la plupart des pays d'Asie de l'Est depuis la crise financière de 1997-1998, et qui met la consommation des ménages à la portion congrue. Il est porté à son extrême en Chine, où la consommation privée est tombée de 46 % du PIB en 2000 à 36 % en 2007, une part beaucoup plus faible qu'au Japon ou en Corée du Sud (58 %), qu'en Inde (55 %), et presque inférieure de moitié à ce qu'elle est aux États-Unis (70 % du PIB).

Depuis l'éclatement de la crise globale, les perspectives de la demande sont médiocres et incertaines aux États-Unis et en Europe, qui sont les grands marchés d'exportation de la Chine. Celle-ci doit donc trouver dans son marché intérieur les nouveaux ressorts de sa

Le marché intérieur, nouvelle frontière de la croissance

Comme les États-Unis l'ont fait à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, la Chine doit asseoir son développement économique sur un vaste marché intérieur intégré. La priorité est désormais de promouvoir la consommation. Il faut pour cela augmenter le revenu des ménages et leur propension à consommer, c'est-à-dire inverser deux tendances à l'œuvre depuis au moins une décennie en Chine.

Au cours des dix dernières années en effet, les revenus des ménages chinois ont progressé moins vite que ceux des entreprises ou des administrations (leur part a baissé de 68 % à 58 % entre 1997 et 2007). Il s'agit désormais de revenir à une distribution des revenus qui leur soit plus favorable². On a vu dans le courant de l'année 2010, que la hausse des bas salaires est à l'ordre du jour. Les revendications salariales dans de nombreuses filiales d'entreprises étrangères ont eu le soutien implicite ou explicite des autorités. Le niveau des salaires minima a été rehaussé dans la plupart des provinces. Cette nouvelle priorité va se trouver renforcée par l'évolution démographique. Entre 1980 et 2010 la croissance chinoise a bénéficié d'un pactole démographique exceptionnel avec l'arrivée sur le marché du travail de générations très nombreuses : la population en âge de travailler a augmenté de plus de 300 millions, ce qui a pesé à la baisse sur les salaires de la masse des travailleurs. La Chine atteint désormais le point où ses réserves de main-d'œuvre cessent d'être inépuisables et à partir de 2015, la population d'âge actif, et surtout les générations les plus jeunes, diminuent. D'ores et déjà, la poussée des revendications salariales en 2010 indique un changement dans les rapports de force en faveur des salariés.

² M. Aglietta et F. Lemoine, «La nouvelle frontière de la croissance chinoise », *Économie mondiale 2011*, La Découverte, 2010.

Depuis le milieu des années 1990, les transferts sociaux ont relativement baissé car le système de protection sociale a été disloqué par la réforme des entreprises d'État. Face à la montée de la précarité (chômage) et au renchérissement des soins de santé et de l'éducation, les ménages ont accru leur épargne de précaution. Un ménage chinois épargne, en moyenne, 40 % de son revenu. L'État met en œuvre de vastes programmes pour reconstruire un filet de sécurité sociale (retraite, maladie, maternité, accident du travail), mais c'est un processus de construction institutionnelle de longue haleine. Le système de protection sociale couvre en 2008 plus de la moitié de la population urbaine, mais celle-ci est encore minoritaire (607 millions). Il couvre moins de 10 % des ruraux (qui représentent encore 720 millions de personnes). Les migrants ruraux travaillant dans les villes en sont pour la plupart exclus. L'extension des retraites, de l'assurance-maladie à l'ensemble de la population est le grand chantier des années 2010. L'urbanisation devrait y contribuer dans la mesure où elle devrait assurer l'intégration progressive des nouveaux arrivés dans le système urbain de protection sociale. On prévoit que la population urbaine augmentera de 300 millions d'ici à 2030 pour atteindre 900 millions de personnes et devenir majoritaire, représentant alors plus de 60 % de la population totale (contre 45 % actuellement).

Les années qui viennent devraient aussi voir un rééquilibrage de la croissance en faveur des provinces de l'intérieur. Peu ouvertes au commerce international, elles pâtissent moins du ralentissement de la demande mondiale. En outre, les industries manufacturières des provinces côtières sont confrontées à la hausse des coûts de production et ont tendance à se délocaliser vers les provinces de l'intérieur où les salaires sont moins élevés. Le centre de gravité de la croissance industrielle chinoise devrait se déplacer vers l'intérieur du pays. Les régions côtières devront se tourner davantage vers le développement des services.

Ce développement des services apparaît d'ailleurs nécessaire pour enrayer la dégradation de l'environnement qui résulte de l'expansion des productions industrielles depuis 30 ans. Un tiers de la consommation d'énergie est dû aux industries exportatrices. Une économie davantage tournée vers les services serait non seulement moins vorace en ressources mais aussi naturellement moins dépendante de l'exportation.

Ce redéploiement de la croissance chinoise vers le marché intérieur, son rééquilibrage en faveur des services, le souci de réduire les inégalités de revenus, étaient déjà les priorités du 11^e plan quinquennal 2006-2010. Mais ces orientations sont restées en grande partie lettre morte.

Système social et politique

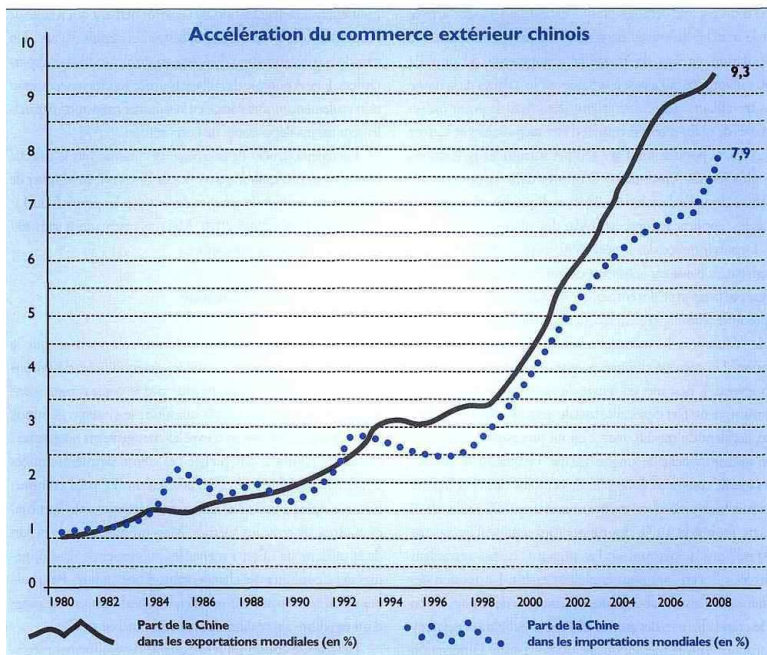
En 2007, le Premier ministre chinois reconnaissait que la croissance chinoise était « instable, déséquilibrée, désordonnée, insoutenable ». Trois ans plus tard le constat reste identique. On se pose dès lors la question : le système politique est-il capable de mettre en œuvre les changements nécessaires ? Certes, le régime a fait preuve ces trente dernières années d'une remarquable capacité d'adaptation. Le parti communiste a coopté les nouvelles élites (entrepreneurs, intelligentsia) et maîtrisé les tensions sociales. Mais on note aussi l'érosion de la capacité de l'État à mener les politiques de développement et à conduire des changements d'orientation. Pour certains experts, comme Minxin Pei, le système est pris au piège d'un équilibre ancré dans des réformes inabouties³.

La Chine a connu un remarquable développement législatif et réglementaire, mais la mise en œuvre se révèle décevante. De multiples facteurs contribuent à mettre en échec l'application des politiques décidées à Pékin : l'absence d'État de droit, l'omniprésence de la corruption, la faiblesse des institutions, et la force acquise les groupes d'intérêt, au niveau sectoriel ou régional.

Ainsi, les obstacles au développement de la protection sociale ne résident pas actuellement dans le manque de moyens financiers mais dans l'absence de canaux efficaces de distribution des fonds, et dans l'incohérence de la répartition des revenus et des responsabilités entre le gouvernement central et les autorités locales⁴. Si les grandes orientations des programmes sociaux sont décidées à Pékin, c'est au niveau local qu'elles sont appliquées. Dans le budget de l'État, les dépenses sociales sont de la responsabilité des gouvernements locaux, et ceux-ci n'ont pas toujours les revenus adéquats pour y subvenir. Les provinces les plus pauvres sont celles qui ont le moins de moyens à y consacrer et les transferts financiers du gouvernement central sont loin d'assurer une redistribution suffisante entre les régions riches et les pauvres. En outre, les autorités locales ont tendance à privilégier le soutien à l'investissement plus qu'à la consommation, à la fois parce qu'elles sont jugées par le pouvoir central sur leurs résultats en termes de croissance et parce que l'activité des entreprises constitue pour elles une source importante de revenus parafiscaux, notamment à travers la vente de terrains industriels. Il y a donc un système pervers d'incitations qui modèlent des comportements profondément ancrés. Est-ce un phénomène passager lié à la rapidité de la transformation du pays ou un piège de la transition chinoise ?

³ Minxin Pei, *op.cit.*

⁴ C. Wong, « Rebuilding Government for the 21st Century. Can China Incrementally Reform the Public Sector? », *The China Quarterly*, n° 200, December 2009, p 929-952.



En dépit des extraordinaires succès économiques du pays et des formidables changements qui ont jusqu'ici été remarquablement conduits par les autorités, l'opacité du système politique continue à nourrir de fortes interrogations sur l'avenir du pays. Elle explique le constat paradoxal que la Chine est «une superpuissance fragile»⁵.

La montée en puissance de la Chine change radicalement le paysage mondial. S'adapter à l'arrivée d'une nouvelle grande puissance économique apparaît comme le défi majeur du XXI^e siècle⁶.

Une place de plus en plus grande dans l'économie mondiale

La Chine a toujours été le pays le plus peuplé du monde, mais depuis trois décennies son activité est désormais intégrée dans les circuits mondiaux. L'insertion de la Chine dans l'économie mondiale a transformé profondément l'équilibre de l'offre et la demande.

Depuis 2008, la Chine a dépassé l'Allemagne comme premier exportateur mondial; elle réalise environ 13 % des exportations mondiales de produits manufacturés contre moins de 2 % en 1990. L'offre chinoise de biens de consommation à bas prix sur les marchés occidentaux a contribué à la désinflation mondiale dans les années 2000.

Conséquence de l'expansion industrielle, la demande chinoise de matières premières a explosé. Sa part dans les importations mondiales de produits primaires est passée de 2 % à 10 % entre 1990 et 2008. La Chine est

devenue un importateur majeur de matières premières et minerais (fer, non ferreux), de denrées agricoles (soja), et la demande chinoise détermine l'évolution des cours mondiaux. Elle bouleverse aussi la carte des échanges mondiaux de pétrole. Les importations chinoises devraient passer de 8 à 14 % du total mondial d'ici 2030 (de 7 millions de barils jours en 2006 à 17 millions en 2030). Ses besoins lui dictent une présence financière et commerciale très active auprès des pays producteurs, et notamment en Afrique.

Au cœur de la mondialisation: la Chine et les déséquilibres globaux

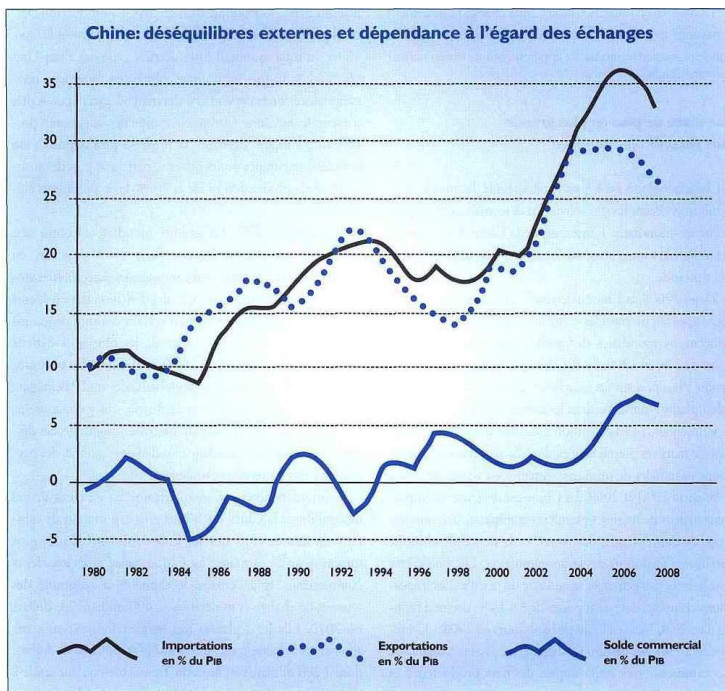
L'essor industriel et commercial de la Chine doit beaucoup à la mondialisation. Les flux massifs d'investissements étrangers, attirés pas les bas coûts de la main-d'œuvre, ont fait de la Chine l'atelier du monde. Les entreprises étrangères installées en Chine sont responsables de plus de la moitié du commerce extérieur chinois ; elles y ont développé des opérations internationales d'assemblage de produits finis à partir de composants importés. Elles ont fait l'essor spectaculaire de l'industrie électronique dans ce pays. La production électronique chinoise est désormais la deuxième du monde (avec 18 % du total mondial) juste derrière celle des Etats-Unis (20 %). L'industrie électronique chinoise est fortement internationalisée et très dépendante des marchés extérieurs. À titre d'exemple, la Chine fabrique la moitié des téléphones portables du monde, exporte 70 % de sa production; cinq grandes compagnies occidentales se partagent plus des trois quarts de la production locale et 70 % des exportations chinoises.

De 2004 à 2007, l'économie mondiale a connu une croissance exceptionnellement forte (5 % par an en moyenne), accompagnée d'une montée des déséquilibres globaux, c'est-à-dire du gonflement des déficits et des excédents des balances des paiements d'un certain nombre de grands pays. Les États-Unis ont accumulé les plus gros déficits (40 % du déficit global en 2008) et la Chine les plus gros excédents (25 % des excédents globaux, devant l'Allemagne, le Japon, l'Arabie Saoudite et la Russie, qui y concourent, ensemble, pour 35 %). Au plan macro-économique, ces déséquilibres reflètent le recyclage mondial de l'épargne, des pays prêteurs vers les pays emprunteurs.

L'interdépendance sino-américaine est au cœur de ces déséquilibres : la Chine est le plus gros exportateur de capitaux du monde alors que les États-Unis sont le plus gros importateur de capitaux. La Chine, grâce à ses excédents commerciaux et à l'entrée de capitaux, a accumulé des réserves de change considérables : 2 400

⁵ S. Shirk, *China. Fragile Superpower*, Oxford University Press, 2008.

⁶ C. F. Bergsten et alii, *op.tit.*



milliards de dollars mi-2010. Elle les a placées très majoritairement en actifs américains (à hauteur de 70 % soit 1 800 milliards de dollars, dont 1200 milliards en bons du Trésor) bien qu'elle tende à diversifier ses réserves en achetant aussi des obligations en euros et en yen. L'épargne chinoise vient ainsi financer les dépenses américaines.

Dans quelle mesure la sous-évaluation du yuan, la monnaie chinoise, est-elle responsable de ces déséquilibres ? La question est débattue. Pour certains, la sous-évaluation du yuan dope indûment la compétitivité des exportations chinoises et joue un rôle décisif dans la perpétuation de ces déséquilibres et dans la désindustrialisation des économies avancées. En refusant de laisser le yuan s'apprécier les autorités chinoises subventionnent leurs exportations et protègent leur marché intérieur.

Selon d'autres analyses, les déséquilibres mondiaux correspondent à des tendances structurelles (surconsommation aux États-Unis, fort taux d'épargne des ménages chinois) et une réévaluation du yuan n'aurait qu'un effet limité. Elles soulignent que le yuan s'est apprécié de 20 % par rapport au dollar entre l'été 2005 et l'été 2008, période où s'est gonflé le déficit bilatéral des États-Unis avec la Chine. Depuis 2005 une tendance à l'appréciation du taux de change effectif réel du yuan (vis-à-vis de l'ensemble des monnaies de ses partenaires) est en cours qui devrait se poursuivre avec le processus de rattrapage économique du pays.

Dépasser les États-Unis?

La question se pose à la fois en termes quantitatifs (quand le PIB chinois dépassera-t-il celui des États-Unis ?)

et qualitatifs (la Chine peut-elle devenir un *leader* technologique ?).

Le poids actuel de la Chine dans l'économie mondiale varie du simple à plus du double selon que l'on mesure son Produit intérieur brut (Pis) au taux de change ou en Parité de pouvoir d'achat (PPA). Dans le premier cas, la Chine représente 7 % du PIB mondial en 2008 et elle dépasse le Japon en 2010. Ce taux de change est celui auquel s'effectuent les transactions internationales de la Chine et paraît donc approprié pour mesurer sa capacité d'influence actuelle sur le reste du monde, même s'il sous-évalue la monnaie chinoise. Dans le deuxième cas, la Chine est déjà la première puissance asiatique depuis et compte pour 17 % du PIB mondial, mais le calcul de la PPA est complexe et sujet à révisions, et il est surtout pertinent pour apprécier le niveau de vie de la population.

Les projections à long terme prédisent que la Chine poursuivra son rattrapage économique au cours des décennies à venir⁷. Les prédictions faites au début des années 2000 ont été largement dépassées (nul ne prévoyait que la Chine dépasserait le Japon dès 2010) et la crise économique globale de 2007-2008 a encore élargi les écarts de croissance entre la Chine et les économies avancées. Les études récentes indiquent que la Chine devrait dépasser les États-Unis, en termes de PIB, entre 2025 et 2030, sous le double effet de sa croissance et de l'appréciation de son taux de change ; à cette date le revenu par tête sera encore largement inférieur à celui des pays riches (un tiers environ de celui des États-Unis).

Il faut néanmoins souligner le danger des extrapolations. Ainsi à la fin des années 1980, on pensait que le Japon pourrait dépasser les États-Unis au début du XXI^e siècle⁸, mais la trajectoire de rattrapage du Japon a été interrompue. Cette rupture de tendance, dans la mesure où elle peut être en partie attribuée à la réévaluation du yen à partir de 1986, renforce la réticence des autorités chinoises à l'égard d'une appréciation brutale de leur monnaie. Certes, la situation actuelle de la Chine diffère beaucoup de celle du Japon d'il y a vingt ans. La Chine est encore un pays en développement et dispose donc d'un potentiel de rattrapage plus grand, alors que le Japon de la fin des années 1980 faisait déjà partie du club des pays à hauts revenus. Sa taille démographique dote la Chine d'un immense marché intérieur, enfin c'est une grande puissance politique avec une forte capacité de résistance aux pressions internationales.

⁷ Goldman Sachs, «The Long Term Outlook for the BRICs and the N-11 Post Crisis» December 2009, PricewaterhouseCoopers, «The World in 2050», Mardi 2008

⁸ Paul Kennedy *Naissance et déclin des grandes puissances*, éditions Payot, 2004

Sa capacité de rattrapage technologique est une question non moins importante et qui fait débat. L'analyse du commerce extérieur chinois conduit à constater, d'un côté, que la Chine est devenue le premier exportateur mondial de produits de hautes technologies (essentiellement des biens électroniques) devant les États-Unis mais, de l'autre côté, que la quasi-totalité de ces produits sont fabriqués par des filiales d'entreprises étrangères qui assemblent des composants importés⁹. La montée en gamme technologique de la Chine apparaît ainsi comme le résultat de sa dépendance à l'égard des technologies étrangères. Les entreprises proprement chinoises ont, elles, développé et adapté les technologies de niveau intermédiaire pour progresser sur leur marché intérieur et sur ceux des pays émergents¹⁰. Elles accroissent leur présence sur ces marchés qui n'exigent pas des innovations radicales mais sont très porteurs. Par ailleurs, dans le secteur des télécommunications, quelques grandes entreprises chinoises (Huawei, ZTE) semblent avoir une capacité d'innovation technologique qui fait trembler leurs concurrents occidentaux. La Chine accélère aussi ses progrès dans le domaine des dépôts de brevets et licences, à partir d'un niveau très bas.

Nouvelle géographie de l'économie mondiale

La montée en puissance de la Chine, à la tête des autres grands pays émergents, entraîne l'érosion de la suprématie des grandes puissances traditionnelles dans le paysage économique mondial.

Certes celles-ci continuent à avoir un poids prépondérant dans la production mondiale. La « Triade » États-Unis-Europe-Japon compte encore pour plus de 60 % du PIB mondial en 2008 ; pour plus de 70 % de la richesse mondiale en 2010¹¹. Mais leur prééminence dans le commerce international a beaucoup reculé sous l'effet de la concurrence industrielle des économies émergentes. Entre 1990 et 2008, leur poids dans les exportations mondiales de produits industriels manufacturés a chuté de 65 % à 50 % alors que celui des BRIC augmentait de 3 % à 16 %, principalement sous l'impulsion de la Chine dont la part est passée de 2 % à 13 %.

L'émergence de la Chine accélère le basculement vers l'Asie du centre de gravité de l'économie mondiale. Après l'émergence des « Nouveaux pays industrialisés » dans les années 1970 et 1980, l'ouverture de la Chine dans les années 1990 a donné une nouvelle impulsion au dynamisme de la région. La Chine y est devenue le pivot d'une nouvelle division internationale du travail, prenant

place dans la chaîne de valeur ajoutée. Mais les biens issus de ce « circuit de production asiatique » étaient majoritairement destinés aux consommateurs américains et européens et la crise globale de 2008 a montré la dépendance des économies asiatiques à l'égard d'une demande finale située à l'extérieur de leur région. L'hypothèse d'un découplage s'est révélée prématurée, mais elle peut bien être en voie de se réaliser à l'avenir. Les pays asiatiques ont, ces dix dernières années, considérablement renforcé leur position sur le marché intérieur chinois et ils profitent actuellement du dynamisme de la demande chinoise. Celle-ci peut devenir un moteur d'une croissance désormais autonome de l'économie régionale. La multiplication des accords de libre-échange entre pays asiatiques témoigne du souci des pays de tirer parti des atouts de leur région.

S'adapter à l'arrivée d'une nouvelle grande puissance économique: un défi majeur du XXIe siècle

Pour la Chine comme pour l'autre grand émergent, l'Inde, qui étaient jusqu'à la fin du XVIIIe siècle de grandes puissances économiques, il s'agit d'un retour sur la scène mondiale après une longue éclipse. Ce retour remet en question la domination des pays riches dans le système international.

La position de la Chine est ambivalente. Ses interdépendances commerciales et financières avec les États-Unis ont fait naître l'idée d'un duopole sino-américain sur les affaires mondiales. Mais ce « G2 » correspond plus à une alliance anticrise qu'à un partenariat qui suppose une confiance inexistante à ce jour¹². Dans les négociations commerciales, la position de la Chine (ses intérêts) s'est souvent trouvée proche de celle des économies avancées quand il s'agissait de libéraliser l'accès aux marchés des pays en développement. Mais la Chine a fait bloc avec les pays en développement face aux exigences des pays avancés dans les négociations du Cycle de Doha sur le commerce de produits agricoles.

En raison de la taille du pays, de l'ampleur des défis internes auxquels il est confronté du fait de la rapidité de ses transformations économiques et des tensions sociales qu'elles engendrent, les autorités chinoises donnent clairement la priorité au développement interne. En conséquence, ses partenaires l'accusent de n'avoir pas encore bien pris la mesure de l'impact que ses politiques ont sur l'économie mondiale. Mais les institutions économiques internationales (FMI, Banque mondiale) tardent aussi à adapter leur gouvernance aux changements en cours dans l'économie mondiale. Au

⁹ G. Gaulier, J. Jarreau, F. Lemoine, S. Poncet, D. Unal, Chine fin du modèle de croissance extravertie, La Lettre du CEPH n° 298, avril 2010.

¹⁰ L. Brandt and E. Thun, «The Fight for the Middle Upgrading, Competition and Industrial Development in China», University of Toronto, Working Paper 395, 16 March 2010.

¹¹ Crédit Suisse Research Institute «Global Wealth report», October 2010.

¹² F. Godement, P. Allard, A. d'Anduram, «Un «G2» sino-américain: Chinamérica ou Chimérica? », Les carnets du CAP, Hiver 2008-printemps 2009.

FMI la réforme de la répartition des quotas (et donc des droits de vote) qui donnerait plus de poids aux pays émergents, et en premier lieu à la Chine, se heurte à de multiples obstacles.

La crise financière qui a trouvé son origine aux Etats- Unis a réduit le prestige dont jouissait en Chine le modèle économique dominant depuis l'effondrement du communisme soviétique. Elle renforce les autorités chinoises dans leur choix d'un système économique et politique « aux couleurs de la Chine ». De leur côté, les Occidentaux ont compris que le rattrapage économique chinois ne s'accompagnait pas d'une convergence des valeurs¹³.

Au-delà de la Chine, la montée en puissance des grands pays émergents change la donne dans les relations internationales. Cela rend nécessaire la mise au point de nouvelles instances internationales de concertation émergentes. En témoigne la création du G20, qui doit encore faire la preuve qu'il est à la hauteur des problèmes qui se posent à la gouvernance économique et financière mondiale.

Françoise Lemoine

¹³ F. Godement, «A global China policy», ECFR, Policy Brief, June 2010.